



Société anonyme au capital de 1.766.753 euros

réparti en 35.335.060 actions de 0,05 euro de valeur nominale chacune

Siège social : 8 rue de la Croix Jarry

75013 Paris

428 859 052 RCS Paris

COMPTES CONSOLIDES

COMPTES INTERMEDIAIRES AU 31 MARS 2017

BILAN CONSOLIDE AU 31 MARS 2017

En milliers d'euros

	Notes	A la date du	
		31-déc.-16 Audité	31-mars-17 Non audité
ACTIF			
Actifs non courants			
Immobilisations incorporelles		1 274	1 332
Immobilisations corporelles	5	16 033	16 068
Actifs financiers		656	886
Total actifs non courants		17 963	18 286
Actifs courants			
Stocks		112	106
Clients et comptes rattachés	6.1	3 441	5 035
Subventions à recevoir	6.2	8 276	11 564
Autres actifs courants	6.3	8 414	11 405
Actifs financiers courants	7.1	34 714	36 558
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7.2	241 502	221 969
Total actifs courants		296 459	286 638
TOTAL DE L'ACTIF		314 422	304 924
PASSIF			
Capitaux propres			
Capital social	11	1 767	1 767
Primes d'émission		473 306	485 991
Actions propres		(307)	(159)
Ecart de conversion		2 501	1 422
Réserves		(157 695)	(218 505)
Résultat net, part du groupe		(60 776)	(18 567)
Capitaux propres, part du Groupe		258 795	251 948
Intérêts minoritaires		1 779	1 984
Total capitaux propres		260 574	253 932
Passifs non courants			
Emprunts et dettes financières non courants	8	28	21
Provisions non courantes	14	532	551
Total passifs non courants		560	572
Passifs courants			
Emprunts et dettes financières courants	8	1 641	379
Fournisseurs et comptes rattachés	8	9 223	12 170
Revenus différés	10	36 931	33 109
Provisions courantes	14	563	563
Autre passifs courants	9	4 930	4 199
Total passifs courants		53 288	50 420
TOTAL DU PASSIF		314 422	304 924

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés condensés intermédiaires non audités.

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE
POUR LE TRIMESTRE CLOS LE 31 MARS 2017 (NON AUDITE)

En milliers d'euros, à l'exception des informations par actions

	Notes	Pour le trimestre clos le 31 mars	
		2016	2017
Revenus			
Chiffre d'affaires	3.1	6 978	6 328
Autres revenus	3.1	2 521	3 334
Total Revenus		9 499	9 662
Charges opérationnelles			
Coût des redevances	3.2	(433)	(574)
Frais de recherche et développement	3.2	(18 870)	(18 392)
Frais administratifs et commerciaux	3.2	(10 529)	(9 143)
Autres produits et charges opérationnelles		(76)	(99)
Total charges opérationnelles		(29 908)	(28 208)
Résultat opérationnel		(20 409)	(18 546)
Résultat financier		(9 055)	(21)
Résultat net de la période		(29 464)	(18 567)
Résultat net, part du Groupe		(29 464)	(18 567)
Résultat net, part des minoritaires		-	-
Résultat de la période par action:			
	13		
Résultat de base par action (en euros)		(0,84)	(0,53)
Résultat dilué par action (en euros)		(0,84)	(0,53)

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés condensés intermédiaires non audités.

ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE
POUR LE TRIMESTRE CLOS LE 31 MARS 2017 (NON AUDITE)
 En milliers d'euros

	Pour le trimestre clos le 31 mars	
	2016	2017
Résultat net de la période	(29 464)	(18 567)
Ecart de conversion	(1 931)	(1 103)
Gains et pertes transférables en compte de résultat	(1 931)	(1 103)
Résultat global	(31 395)	(19 671)
Résultat global, part du Groupe	(31 359)	(19 647)
Résultat global, part des minoritaires	(36)	(25)

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés condensés intermédiaires non audités.

**TABLEAU DE VARIATION DE LA TRESORERIE CONSOLIDEE
POUR LE TRIMESTRE CLOS LE 31 MARS 2017 (NON AUDITE)**

En milliers d'euros

	Pour le trimestre clos le 31 mars	
	Notes	
Variation de la trésorerie issue des opérations d'exploitation		
Résultat net de la période		
Reconciliation du résultat net et de la trésorerie issue des opérations d'exploitation		
Ajustements:		
Amortissements et dépréciations sur actifs non courants	477	594
Charge / (produit) financier net	9 055	21
Charge liées aux rémunérations fondées sur les actions (sans impact sur la trésorerie)	13 414	12 788
Variation nette des provisions	99	17
Interêts reçus / (payés)	559	(206)
Capacité d'autofinancement	(5 860)	(5 353)
Variation du stock	54	6
Variation des créances d'exploitation et charges constatées d'avance	(2 526)	(5 428)
Variation des créances de subvention et de CIR	(2 813)	(3 284)
Variation des dettes d'exploitation	(3 892)	2 584
Variation des produits constatés d'avance	(4 554)	(3 813)
Variation du besoin en fonds de roulement	(13 731)	(9 935)
Variation de trésorerie des opérations d'exploitation	(19 591)	(15 288)
Opérations en capital		
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(260)	(1)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(6 628)	(513)
Variation des actifs financiers non courants	4	(148)
Cession (acquisition) des actifs financiers courants	(86 078)	(1 982)
Variation de trésorerie sur investissements	(92 962)	(2 643)
Opérations de financement		
Augmentation de capital net des coûts d'émission	298	126
Remboursement d'emprunts et dettes financières	(34)	(9)
Vente et rachat d'actions propres	(6)	148
Variation de trésorerie sur opérations de financement	257	265
Variation de la trésorerie nette	(112 296)	(17 666)
Trésorerie nette au 1er janvier	314 238	241 502
Ecart de change sur trésorerie en devises	(11 550)	(1 868)
Trésorerie nette en fin de période	7	221 969

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés condensés intermédiaires non audités.

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS AU 31 MARS 2017 (NON AUDITÉ)

En milliers d'euros

	Capital actions ordinaires			Capitaux propres						
	Nombre d'actions	Montant	Primes d'émission	Actions propres	Ecart de conversion	Réserves	Bénéfice (perte)	Part du Groupe	Intérêts minoritaires	Capitaux propres
Solde au 1er janvier 2016	35 178 614	1 759	420 682	(184)	(1 632)	(137 188)	(20 544)	262 894	725	263 619
Résultat net	-	-	-	-	-	-	(29 464)	(29 464)	-	(29 464)
Gains et pertes enregistrés en capitaux propres	-	-	-	-	(1 895)	-	-	(1 895)	(36)	(1 931)
Résultat global	-	-	-	-	(1 895)	-	(29 464)	(31 359)	(36)	(31 395)
Affectation du résultat de l'exercice précédent	-	-	-	-	-	(20 544)	20 544	-	-	-
Actions propres	-	-	-	(6)	-	-	-	(6)	-	(6)
Exercice de bons de souscription d'actions	50 000	3	296	-	-	-	-	298	-	298
Attribution d'actions gratuites, stock options et bons de souscriptions d'action	12	-	13 274	-	-	-	-	13 274	140	13 414
Solde au 31 mars 2016	35 228 614	1 761	434 252	(190)	(3 526)	(157 729)	(29 464)	245 103	829	245 932
Solde au 1er janvier 2017	35 335 060	1 767	473 306	(307)	2 500	(157 695)	(60 776)	258 794	1 779	260 574
Résultat net	-	-	-	-	-	-	(18 567)	(18 567)	-	(18 567)
Gains et pertes enregistrés en capitaux propres	-	-	-	-	(1 078)	-	-	(1 078)	(25)	(1 103)
Résultat global	-	-	-	-	(1 078)	-	(18 567)	(19 646)	(25)	(19 671)
Affectation du résultat de l'exercice précédent	-	-	-	-	-	(60 776)	60 776	-	-	-
Actions propres	-	-	-	148	-	-	-	148	-	148
Exercice de bons de souscription d'actions	11	-	126	-	-	-	-	126	-	126
Attribution d'actions gratuites, stock options et bons de souscriptions d'action	12	-	12 559	-	-	-	-	12 559	229	12 788
Autres mouvements	-	-	-	-	-	(34)	-	(34)	-	(34)
Solde au 31 mars 2017	35 335 060	1 767	485 991	(159)	1 422	(218 505)	(18 567)	251 948	1 984	253 932

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés condensés intermédiaires non audités.

NOTES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES MARS 2017

Note 1. La Société

Collectis S.A. (ci-après dénommée « Collectis » ou « nous ») est une société anonyme domiciliée en France dont le siège social est situé à Paris. Nous sommes une entreprise spécialisée dans l'ingénierie du génome et nous employons nos principales technologies brevetées afin de développer des produits dans le domaine émergent de l'immuno-oncologie. Nos produits candidats, fondés sur des cellules T aux gènes sélectivement modifiés, et qui expriment des récepteurs antigéniques chimériques, ou CARs, visent à exploiter la puissance du système immunitaire pour cibler et éradiquer les cancers. Nos technologies de ciblage génique nous permettent de créer des cellules CAR T allogéniques, ce qui signifie qu'elles proviennent de donneurs sains plutôt que des patients eux-mêmes. Outre notre activité en matière d'immuno-oncologie, nous explorons également l'utilisation de nos technologies de modification ciblée des gènes dans d'autres applications thérapeutiques, et cherchons, par ailleurs, à développer des produits alimentaires plus sains pour une population en croissance.

Note 2. Principales méthodes comptables

2.1 Base de préparation

Les états financiers consolidés intermédiaires pour le trimestre clos le 31 mars 2017 ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 9 mars 2017.

Les états financiers consolidés sont présentés en euros, qui est aussi la monnaie fonctionnelle de Collectis S.A., la société-mère du groupe.

Toutes les données financières (sauf indication contraire) sont présentées en milliers d'euros (€).

Les états financiers consolidés résumés du trimestre clos au 31 mars 2017 sont établis conformément à la norme IAS 34 telle que publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB).

Les principes comptables appliqués par le Groupe dans les états financiers consolidés résumés sont identiques à ceux utilisés pour la préparation des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2016.

Les normes internationales d'information financière comprennent les normes IFRS, les normes comptables internationales (International Accounting Standards - IAS) ainsi que les interprétations du Comité d'interprétation des normes (Standard Interpretation Committee - SIC) et du Comité d'interprétation des IFRS (International Financial Reporting Interpretations Committee - IFRIC).

Application de nouvelles normes ou de nouveaux amendements aux normes

Le Groupe applique les normes et les amendements aux normes suivantes depuis le 1er janvier 2017, sans impact significatif sur les états financiers consolidés :

- Amendements à l'IAS 7 « Etat des flux de trésorerie » (applicable à partir du 1er janvier 2017)

Normes, interprétations et amendements publiés mais dont l'application n'est pas encore obligatoire

Les amendements et modifications aux normes ci-dessous sont applicables pour les exercices ouverts après le 1er janvier 2018. Le Groupe estime que l'adoption de ces amendements et modifications aux normes n'aura pas d'impact significatif sur le compte de résultat, la situation financière ou les flux de trésorerie.

- IFRS 9 « Instruments financiers » (applicable à partir du 1er janvier 2018)
- Amendements to IFRS 2 « Classification et évaluation des transactions dont le paiement est fondé sur des actions » (applicable à partir du 1er janvier 2018)
- Amendements to IFRIC 22 « Transactions en monnaie étrangère et contrepartie anticipée » (applicable à partir du 1er janvier 2018)

L'IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients » établit un cadre global pour déterminer si les produits provenant de contrats avec des clients doivent être comptabilisés, et, le cas échéant, à quel moment et quel montant comptabiliser. La norme remplace les dispositions en vigueur en matière de comptabilisation des produits, notamment IAS 18 « Produits des activités ordinaires ». L'application de l'IFRS 15 est obligatoire pour la présentation des comptes publiés à partir du 1er janvier 2018. Une adoption anticipée est autorisée.

Collectis a initié le projet d'implémentation de l'IFRS 15 avec une phase de diagnostic. L'analyse des différentes catégories de contrats clients est en cours de finalisation, notamment concernant les suivants :

- Contrats de collaboration
- Contrats de licence

Collectis appliquera l'IFRS 15 à partir du 1er janvier 2018.

L'IASB a publié en janvier 2016 la norme IFRS 16 « Contrats de Location », applicable à partir de l'exercice 2019, qui aligne la comptabilisation des contrats de location simple sur celle des contrats de location financement (i.e.: comptabilisation au bilan des loyers futurs et des droits d'utilisation associés).

2.2 Périmètre de consolidation et intérêts minoritaires

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016 et pour le trimestre clos le 31 mars 2017, le groupe (ci-après dénommé le « Groupe ») inclut Collectis S.A, Collectis Inc. et Calyxt, Inc.

Collectis Inc. et Calyxt, Inc. sont détenues à 100% par Collectis S.A.

Note 3. Informations concernant le compte de résultat consolidé

3.1 Chiffre d'affaires et autres produits

Chiffre d'affaires par pays d'origine et autres produits d'exploitation

	Pour le trimestre clos le 31 mars	
	2016	2017
	en milliers d'euros	
Depuis la France	6 881	6 276
Depuis les USA	97	52
Chiffre d'affaires	6 978	6 328
Crédit d'Impôt Recherche	2 521	3 311
Subventions d'exploitation	-	23
Autres revenus	2 521	3 334
Total revenus	9 499	9 662

Chiffre d'affaires par nature

	Pour le trimestre clos le 31 mars	
	2016	2017
	en milliers d'euros	
Reconnaissance des paiements initiaux	4 708	3 252
Autres revenus	1 576	2 659
Accords de collaboration	6 284	5 911
Produits de licences	580	406
Ventes de produits	114	11
Chiffre d'affaires	6 978	6 328

3.3 Secteurs opérationnels

Principes comptables

Les secteurs opérationnels représentent des composantes de l'entreprise pour lesquelles des informations financières isolées sont à la disposition du Comité de Management et de Décision Opérationnelle (CMDO) afin d'évaluer les performances et d'allouer les ressources.

Le CMDO de Collectis est composé des personnes suivantes :

- Le Président et Directeur Général;
- Le vice-Président exécutif, Directeur des Opérations ;
- Le vice-Président exécutif, Opérations Techniques ;
- Le Directeur scientifique ;
- Le Directeur financier ;
- Le Vice-Président Développement de l'activité ;
- Le Directeur juridique ;
- Le Directeur médical ;
- Le Directeur des affaires réglementaires ; et
- Le Directeur Général de Calyxt Inc.

Nous avons défini nos opérations et les dirigeons en deux secteurs opérationnels distincts qui recouvrent les domaines suivants :

- **Thérapeutique** : ce secteur est focalisé sur le développement de produits dans le domaine de l'immuno-oncologie et sur des thérapies de pointe pour guérir d'autres maladies chez l'homme. Notre démarche est basée sur notre expertise technique dans les domaines de la modification génique et des Récepteurs Antigènes Chimériques (CARs). Toutes ces activités sont opérées par la société Collectis S.A. et Collectis Inc.. Notre activité de holding est incluse dans le secteur Thérapeutique qui englobe également la direction de la recherche et développement ainsi que nos fonctions support.
- **Plantes** : ce secteur est dédié à l'application de nos technologies d'ingénierie du génome au développement d'une nouvelle génération de produits végétaux dans le domaine de l'agriculture biotechnologique en utilisant nos ressources internes mais aussi au travers de partenariats avec d'autres sociétés dans le domaine des produits agricoles. Cette activité est opérée par notre filiale américaine Calyxt, Inc., dont le siège est situé à New Brighton, Minnesota.

Il y a des transactions entre les deux secteurs opérationnels. Ces transactions incluent notamment l'allocation de frais généraux Groupe par Collectis S.A. vers ses filiales ainsi que des frais de recherche et développement aux secteurs opérationnels.

Ces transactions inter-secteurs sont en général imputées sur la base de contrats de service signés entre nos entités légales. Selon le type de service concerné, nous appliquons au coût de ces services une marge comprise entre 4 et 10 %. Conformément au contrat de gestion de trésorerie signé avec les filiales, nous appliquons des intérêts aux secteurs opérationnels à un taux basé sur l'Euribor 12 mois plus 5 %.

Les pertes ou profits opérationnels incluent l'impact net des transactions inter-segments qui sont éliminées.

Les informations financières relatives à nos secteurs opérationnels figurent ci-après. La mesure de la performance de ces secteurs est basée sur les données du compte de résultat telles que le chiffre d'affaires et autres produits d'exploitation, les dépenses de recherche et développement, les frais administratif et commerciaux, les coûts de redevance et autres produits et charges opérationnels et le résultat opérationnel (sans l'impact des charges liées aux rémunérations fondées sur des actions sans

impact sur la trésorerie). Le CMDO n'a pas à sa disposition d'éléments permettant d'analyser le bilan par secteur ou par région.

Le résultat ajusté attribuable aux actionnaires de Collectis n'est pas un agrégat calculé en accord avec le référentiel IFRS. Il exclut les charges liées aux rémunérations fondées sur des actions sans impact sur la trésorerie. Nous considérons que cet agrégat financier, quand il est comparé avec les états financiers IFRS, peut améliorer la compréhension globale de la performance financière de Collectis. De plus, notre direction suit les opérations de la société, et organise ses activités basées en partie sur cet agrégat financier.

Depuis l'exercice 2016, nous allouons la charge liée aux rémunérations fondées sur des actions en fonction de la société dont le capital est concerné par ces attributions, car nous considérons que ces instruments sont une compensation pour l'implication dans la performance de la société. En pratique, toute la charge liée aux rémunérations fondées sur des actions Collectis est maintenant enregistrée dans le secteur opérationnel Thérapeutique, même si des employés Calyxt sont concernés par un plan d'attributions d'options d'achat d'actions.

Détail des indicateurs de performance clés par secteur opérationnel

en milliers d'euros	Pour le trimestre clos le 31 mars 2016			Pour le trimestre clos le 31 mars 2017		
	Plantes	Therapeutique	Total secteurs opérationnels	Plantes	Therapeutique	Total secteurs opérationnels
Chiffre d'affaires et autres produits	119	9 741	9 859	89	10 027	10 117
Revenus inter-secteurs	(22)	(338)	(360)	(38)	(417)	(455)
Chiffre d'affaires externe et autres produits	97	9 402	9 499	52	9 611	9 662
Frais de recherche et développement	(752)	(18 118)	(18 870)	(1 081)	(17 311)	(18 392)
Frais administratifs et commerciaux	(902)	(9 627)	(10 529)	(1 319)	(7 824)	(9 143)
Coût des redevances et autres produits et charges d'exploitation	(293)	(216)	(509)	(1)	(672)	(673)
Total charges d'exploitation	(1 948)	(27 960)	(29 908)	(2 401)	(25 807)	(28 208)
Résultat opérationnel avant impôt	(1 851)	(18 558)	(20 409)	(2 350)	(16 196)	(18 546)
Résultat financier	(5)	(9 050)	(9 055)	(63)	42	(21)
Résultat net	(1 856)	(27 608)	(29 464)	(2 413)	(16 154)	(18 567)
Résultat net, part du Groupe	(1 856)	(27 608)	(29 464)	(2 413)	(16 154)	(18 567)
Charges liées aux attributions d'actions	140	13 274	13 414	229	12 559	12 788
Résultat net ajusté, part du Groupe	(1 716)	(14 334)	(16 050)	(2 184)	(3 595)	(5 779)
Amortissements et dépréciations	(50)	(427)	(477)	(124)	(470)	(594)
Acquisitions d'actifs corporels et incorporels	6 138	1 476	7 614	292	581	872

Note 4. Test de perte de valeur des actifs

Les unités génératrices de trésorerie (UGT) définies par Collectis correspondent aux secteurs opérationnels et de reporting : Thérapeutique et Plantes.

Au 31 mars 2016 et 2017, nous n'avons détecté aucun indice de perte de valeur relatif aux actifs incorporels ou corporels de chacune des UGT.

Note 5. Immobilisations corporelles

	Terrains et constructions	Installations techniques	Aménagements et autres	Immobilisations en cours	Total
	en milliers d'euros				
Valeur nette comptable au 1er janvier 2016	1 903	2 661	312	168	5 043
Acquisitions d'actifs corporels	5 734	416	189	1 015	7 354
Charges d'amortissement et de dépréciation	(152)	(244)	(27)	-	(423)
Effets de change	(211)	(59)	(9)	(39)	(318)
Valeur nette comptable au 31 mars 2016	7 274	2 775	465	1 143	11 656
Valeur brute comptable en fin de période	9 251	10 794	719	1 143	21 908
Amortissements et dépréciations cumulés	(1 977)	(8 020)	(254)	-	(10 251)
Valeur nette comptable au 1er janvier 2017	11 798	2 712	671	852	16 033
Acquisitions d'actifs corporels	32	295	61	372	760
Cessions d'actifs corporels	-	-	-	-	-
Reclassement	-	42	16	(58)	-
Charges d'amortissement et de dépréciation	(230)	(262)	(49)	-	(540)
Effets de change	(145)	(24)	(3)	(12)	(184)
Valeur nette comptable au 31 mars 2017	11 455	2 763	696	1 155	16 068
Valeur brute comptable en fin de période	14 193	10 282	1 120	1 155	26 750
Amortissements et dépréciations cumulés	(2 739)	(7 519)	(424)	-	(10 681)

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2017, les acquisitions d'actifs corporels comprennent des investissements dans nos équipements R&D, aussi bien en France qu'aux Etats-Unis. Les acquisitions d'immobilisations en cours correspondent à des dépenses liées à l'aménagement du site Calyxt de Roseville (Minnesota, Etats Unis) pour 0,3 million d'euros, et d'autres investissements chez Collectis S.A pour 0,1 million d'euros.

Note 6. Clients, comptes rattachés et autres actifs courants

6.1 Clients et comptes rattachés

	A la date du	
	31-déc.-16	31-mars-17
	en milliers d'euros	
Créances clients	3 713	5 308
Provisions pour dépréciation	(273)	(273)
Créances clients nettes	3 441	5 035

Toutes les créances clients ont une échéance à moins d'un an.

6.2 Subventions à recevoir

	A la date du	
	31-déc.-16	31-mars-17
	en milliers d'euros	
Crédit d'impôt recherche	7 959	11 248
Autres subventions	1 423	1 423
Provision sur autres subventions	(1 106)	(1 106)
Total	8 276	11 564

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2017, les créances liées au crédit d'impôt recherche comprennent 7,2 millions d'euros liés au crédit d'impôt recherche 2016, 3,3 millions d'euros liés à la provision pour crédit impôt recherche du premier trimestre 2017. Le montant restant correspond à des crédits d'impôt accordés à notre filiale américaine.

6.3 Autres actifs courants

	A la date du	
	31-déc.-16	31-mars-17
	en milliers d'euros	
TVA déductible	1 523	1 682
Avances versées et Charges constatées d'avance	6 277	9 074
Autres actifs courants	615	649
Total	8 414	11 405

Les charges constatées d'avance sont constituées principalement d'avances faites à nos sous-traitants au titre de travaux de recherche et développement. Elles correspondent principalement à des acomptes versés à des fournisseurs de matières premières biologiques et à des tiers participant à la fabrication de produits.

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2017, nous avons versé des avances pour certaines charges liées à la production des candidats médicaments UCART123 et UCART CS1 pour lesquels les livraisons de produits et services sont prévues au cours des prochains mois.

Note 7. Actifs financiers courants et trésorerie et équivalents de trésorerie

A la date du 31 décembre 2016	Valeur comptable	Gain/(Perte) latent(e)	Juste valeur estimée
	en milliers d'euros		
Actifs financiers courants	34 714	-	34 714
Trésorerie et équivalents de trésorerie	241 502	-	241 502
Actifs financiers courants et trésorerie et équivalents de trésorerie	276 216	-	276 216

A la date du 31 mars 2017	Valeur comptable	Gain/(Perte) latent(e)	Juste valeur estimée
	en milliers d'euros		
Actifs financiers courants	36 558	-	36 558
Trésorerie et équivalents de trésorerie	221 969	-	221 969
Actifs financiers courants et trésorerie et équivalents de trésorerie	258 527	-	258 527

7.1 Actifs financiers courants

Ces actifs financiers sont évalués à la juste valeur en résultat net. Ils sont classés comme suit dans la hiérarchie de la juste valeur :

- Les instruments de niveau 1 sont évalués en fonction de prix cotés sur des marchés actifs. Ils sont constitués de notes ayant comme sous-jacents des indices actions et des fonds obligataires diversifiés. Leur juste valeur s'élève à 36,6 millions d'euros.

Au 31 mars 2017, nos comptes ne présentent aucun actif financier classé en instrument de niveau 2.

7.2 Trésorerie et équivalents de trésorerie

	A la date du	
	31-déc.-16	31-mars-17
en milliers d'euros		
Disponibilités	210 690	181 295
Valeurs mobilières de placement	11 812	11 674
Dépôts à terme	19 000	29 000

Total Trésorerie et équivalents de trésorerie	241 502	221 969
--	----------------	----------------

Les valeurs mobilières de placement produisent des intérêts et sont disponibles du jour au lendemain. Les dépôts à terme sont basés sur des échéances à moins de trois mois et sont immédiatement disponibles selon des termes fixés.

Note 8. Passifs financiers

8.1 Détail des passifs financiers

	A la date du	
	31-déc.-16	31-mars-17
Contrats de location financement	28	21
Autres	-	-
Emprunts et dettes financières non courantes	28	21
Avances remboursables	-	-
Contrats de location financement	36	34
Instruments dérivés	1 605	345
Emprunts et dettes financières courantes	1 641	379
Fournisseurs et comptes rattachés	9 223	12 170
Autres passifs courants	4 930	4 199
Total passifs financiers	15 822	16 770

Les instruments dérivés consistent en la juste valeur de tunnels de change à prime nulle et d'accumulateurs.

La variation des dettes d'exploitation s'explique essentiellement par l'augmentation des charges externes en lien avec la production d'UCART123 et d'autres candidats médicaments.

8.2 Echancier des passifs financiers

Au 31 mars 2017	Total	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans
	en milliers d'euros			
Avances remboursables	-	-	-	-
Contrats de location	55	34	21	-
Instruments dérivés	345	345	-	-
Emprunts et dettes financières	400	379	21	-
Fournisseurs et comptes rattachés	12 170	12 170	-	-
Autres passifs courants	4 199	4 199	-	-
Total passifs financiers	16 770	16 749	21	-

Note 9. Autres passifs courants

en milliers d'euros	A la date du	
	31-déc.-16	31-mars-17
TVA à payer	182	245
Provisions liées aux charges de personnel	3 928	2 777
Autres	819	1 176
Total	4 930	4 199

Les provisions liées aux charges de personnel des deux années concernent les primes annuelles, les provisions pour congés payés et des charges à payer liées aux anciens plans sociaux. La baisse des provisions liées aux charges de personnel entre le 31 décembre 2016 et le 31 mars 2017 est principalement dû au paiement des bonus 2016.

Au 31 décembre 2016 et 31 mars 2017, les autres passifs incluent des subventions à rembourser pour 0,5 million d'euros.

Note 10. Revenus et produits différés

	A la date du	
	31-déc.-16	31-mars-17
	en milliers d'euros	
Revenus différés	36 778	33 001
Prime d'emménagement	153	107
Total produits constatés d'avance	36 931	33 109

Note 11. Evolution du capital social

Nature des mouvements	Capital social	Prime d'émission	Nombre d'actions	Valeur nominale
	en milliers d'euros			en €
Au 1er janvier 2016	1 759	420 682	35 178 614	0,05
Augmentation de capital suite à l'émission d'actions (BSA et BSPCE)	3	296	50 000	-
Rémunérations en actions	-	13 274	-	-
Au 31 mars 2016	1 761	434 251	35 228 614	0,05
Au 1er janvier 2017	1 767	473 306	35 335 060	0,05
Augmentation de capital suite à l'émission d'actions (BSA)	-	126	-	-
Rémunérations en actions	-	12 559	-	-
Au 31 mars 2017	1 767	485 991	35 335 060	0,05

Evolution du capital en 2017

- Au cours du trimestre clos le 31 mars 2017, nous n'avons émis aucune action ordinaire liée à la conversion de BSA, d'attribution gratuite d'actions ou d'options de souscription d'actions. 148 000 BSA ont été souscrites pour un montant total de 125 800 euros.

Note 12. Paiements fondés sur des actions

Aucun nouvel instrument financier n'a été émis au cours du trimestre clos le 31 mars 2017.

Les bons de souscription d'actions (BSA) sont attribués aux membres de notre conseil d'administration et à certains de nos consultants.

Les titulaires d'options de souscription d'actions et de BSA Collectis peuvent souscrire à une émission d'actions ordinaires de Collectis à un prix d'exercice déterminé à la date d'attribution de ces options ou BSA.

Le tableau suivant présente les charges relatives aux paiements fondés sur des actions pour les trimestres clos les 31 mars 2016 et 2017 :

Pour l'exercice clos le	Actions gratuites 2014 et antérieur	Actions gratuites 2015	Stock options 2015	BSA 2015	Calyxt stock options 2015	Stock options 2016	BSA 2016	Stock options Calyxt 2016	Total
	en milliers d'euros								
31-mars-16	81	1 660	9 730	1 046	140	689	68	-	13 414
31-mars-17	1	1 291	3 507	488	53	6 860	411	176	12 788

Note 13. Résultat par action

	Pour le trimestre clos le 31 mars	
	2016	2017
Résultat net, part du Groupe (en milliers d'euros)	(29 464)	(18 567)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	35 195 281	35 289 932
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires, sans effets dilutifs	35 563 743	35 784 930
Résultat de la période par action (en euros)		
Résultat de base par action (en euros)	(0,84)	(0,53)
Résultat dilué par action (en euros)	(0,84)	(0,53)

Note 14. Provisions

	1/1/2017	Dotation	Reprise utilisée	Reprise non utilisée	Élément du résultat global	3/31/2017
en milliers d'euros						
Provisions pour indemnités de départ à la retraite	532	20	-	-	-	551
Provisions pour litiges liés au personnel	115	-	-	-	-	115
Provisions pour litiges commerciaux	444	90	(91)	-	-	444
Plan de sauvegarde de l'emploi	5	-	-	-	-	5
Total	1 096	110	(91)	-	-	1 115
Non courant	532	20	-	-	-	551
Courant	563	90	(91)	-	-	563

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2017, nous avons enregistré des provisions pour litiges commerciaux pour un montant de 90 milliers d'euros. La reprise utilisée au cours du trimestre clos le 31 mars 2017 concerne la fin d'une procédure litigieuse avec un ancien fournisseur.

Note 15. Obligations contractuelles

A la date du 31 mars 2017	Total	Moins d'un an	1 – 3 ans	3 – 5 ans	Plus de 5 ans
en milliers d'euros					
Contrats de location immobilière	14 231	2 812	5 506	2 916	2 998
Contrats de licence	18 933	1 156	2 312	2 312	13 153
Contrats de production	12 576	10 179	2 397	-	-
Total	45 741	14 147	10 215	5 228	16 151

Engagements au titre des contrats de location immobilière

Les contrats de location immobilière des sites de Paris (en France) et New York, Montvale, New Brighton et Roseville (aux Etats-Unis) sont souscrits pour une période définie. Les paiements de loyer futurs constituent, avec les lettres de crédit données aux propriétaires des sites de New York et de New Brighton, des engagements hors bilan.

Engagements au titre des accords de licence

Nous avons conclu des accords de licence avec des tiers. Ces contrats définissent le paiement de coûts d'utilisation de licences fixes ou bien liés à des événements futurs comme la réalisation de ventes ou des résultats de recherche.

Certains de nos contrats de collaboration nous engagent au paiement de redevances ou de jalons conditionnés par des événements futurs. La réalisation effective de ces événements étant incertaine, nous ne les présentons pas dans ce tableau.

Engagements au titre des contrats de production

Nous avons signé des contrats de production pour nos candidats médicaments UCART123 et UCART CS1. Selon ces contrats, nous sommes engagés à verser le montant des services rendus.

Note 16. Evénements postérieurs à la clôture

Collectis a annoncé le 12 avril 2017 que la possibilité d'une introduction en bourse d'une part minoritaire de sa filiale agroalimentaire Calyxt, Inc était en cours d'exploration. Aucune décision n'a été prise à ce jour sur la structure ou le calendrier d'une potentielle introduction en bourse, et aucune assurance ne peut être donnée quant à sa réalisation.

Ce rapport ne constitue ni une offre de vente ni la sollicitation d'une offre d'achat de titres et ne doit pas constituer une offre, une sollicitation ou une vente dans un territoire dans lequel cette offre, sollicitation ou vente serait illégale avant l'inscription ou la qualification en vertu des lois de cette juridiction.

RAPPORT DE GESTION SUR LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS D'EXPLOITATION

Le rapport de gestion contient des déclarations prospectives relatives à Collectis et à ses activités. Collectis estime que ces déclarations prospectives reposent sur des hypothèses raisonnables. Cependant, aucune garantie ne peut être donnée quant à la réalisation des prévisions exprimées dans ces déclarations prospectives qui sont soumises à des risques dont ceux décrits dans le prospectus de Collectis disponible sur le site internet de la SEC (www.sec.gov), et à l'évolution de la conjoncture économique, des marchés financiers et des marchés sur lesquels Collectis est présente. Les déclarations prospectives figurant dans le présent document sont également soumises à des risques inconnus de Collectis ou que Collectis ne considère pas comme significatifs à cette date. La réalisation de tout ou partie de ces risques pourrait conduire à ce que les résultats réels, conditions financières, performances ou réalisations de Collectis diffèrent significativement des résultats, conditions financières, performances ou réalisations exprimés dans ces déclarations prospectives. Collectis ne s'engage en aucune façon à mettre à jour ou modifier l'information contenue dans ce document ou le communiqué de presse afférent, que ce soit à raison de faits nouveaux, d'événements ou circonstances futurs ou de toute autre raison.

Vue d'ensemble

Nous sommes une entreprise spécialisée dans l'ingénierie du génome, et nous utilisons nos principales technologies exclusives pour développer les meilleurs produits dans le domaine émergent de l'immuno-oncologie. Nos candidats médicaments, basés sur des cellules T ingénierées exprimant des récepteurs antigéniques chimériques (CAR), visent à utiliser la puissance du système immunitaire afin de cibler et d'éradiquer les cancers. Nous estimons que l'immunothérapie basée sur les CAR, nouveau paradigme pour le traitement du cancer, est l'un des domaines les plus prometteurs en matière de recherche sur le cancer. Nous élaborons des immunothérapies innovantes basées sur des cellules CAR T ingénierées. Nos technologies d'ingénierie du génome nous permettent de créer des cellules CAR T allogéniques ; ainsi, ces cellules proviennent de donneurs sains plutôt que des patients eux-mêmes. Nous estimons que la production allogénique de cellules CAR T devrait nous permettre de développer des produits rentables et prêts à être commercialisés, pouvant être stockés et distribués dans le monde entier. Notre expertise dans le domaine de l'ingénierie du génome nous permet également de développer des candidats médicaments qui présentent des attributs de sécurité et d'efficacité accrus, notamment des propriétés de contrôle visant à les empêcher d'attaquer les tissus sains, à leur permettre de tolérer les traitements oncologiques standard et à les doter des éléments qui vont leur permettre de résister à des mécanismes qui inhibent l'activité du système immunitaire. Outre l'immuno-oncologie, nous étudions l'utilisation de nos technologies d'ingénierie du génome dans d'autres applications thérapeutiques. Nous développons également des produits alimentaires plus sains pour une population croissante.

Nous menons actuellement nos opérations par le biais de deux segments d'activité, à savoir le secteur thérapeutique et les plantes. Notre segment thérapeutique se concentre sur le développement de produits dans le domaine de l'immuno-oncologie et de nouveaux produits hors immuno-oncologie pour traiter d'autres maladies humaines. Notre segment des plantes est axé sur l'application de nos technologies d'ingénierie du génome au développement de produits à base de plantes innovants dans le domaine de la biotechnologie agricole, par ses propres moyens ou en s'alliant à d'autres entreprises du marché agricole.

Depuis notre création au début de l'année 2000, nous avons consacré la quasi-totalité de nos ressources financières à la recherche et au développement. Actuellement, notre activité de recherche et développement se concentre principalement sur nos candidats médicaments d'immunothérapie à cellules CAR T, notamment pour la préparation des études cliniques de nos candidats médicaments, le soutien général et administratif de ces opérations et la protection de notre propriété intellectuelle.

De plus, grâce à notre plate-forme d'ingénierie dédiée aux plantes et au potentiel de transformation de l'ingénierie du génome, nous visons à créer des produits alimentaires bénéfiques pour la santé des consommateurs, des adaptations au changement climatique ou des améliorations nutritionnelles qui répondent aux besoins d'une population croissante. Nous n'avons pas de produits approuvés pour la vente et nous n'avons pas généré de revenus de la vente des produits de l'agriculture biotechnologique ou d'immunothérapie.

En février 2014, nous avons conclu une alliance avec Servier pour le développement du produit candidat UCART19 et d'autres candidats médicaments visant quatre cibles moléculaires. En novembre 2015, nous avons signé avec Servier un avenant à notre accord de collaboration, portant sur le candidat médicament UCART19 et d'autres produits candidats. Cet avenant inclut l'exercice par Servier de son option d'acquérir les droits mondiaux exclusifs pour le développement et la commercialisation ultérieurs de UCART19. Pfizer et Servier ont également annoncé avoir conclu un accord mondial exclusif de collaboration et de licence visant à développer conjointement et à commercialiser l'UCART19. Dans le cadre de notre avenant signé avec Servier, Collectis a reçu en novembre 2015 un paiement de 35,6 millions d'euros (38,5 millions de dollars américains, hors TVA). Au 31 décembre 2016, Collectis était éligible jusqu'à 887 millions d'euros (935 millions de dollars américains) en paiements de Servier suite à cette alliance, au titre des éventuelles levées d'options futures, des éventuels jalons liés aux futurs développement, études cliniques et ventes de médicaments, auxquels viennent également s'ajouter les redevances sur les ventes de médicaments ainsi que le remboursement de coûts de développement. Au cours du second trimestre 2016, nous avons reconnu le chiffre d'affaires correspondant à la réalisation de deux jalons concernant UCART19 dans le cadre de notre accord de collaboration avec Servier. Le produit de ces deux jalons a été encaissé sur le troisième trimestre 2016.

Notre alliance avec Pfizer qui a commencé en juin 2014 porte sur le développement d'autres cellules CAR T dans le domaine de l'oncologie. Cette alliance stratégique représente jusqu'à 2,9 milliards de dollars de paiements de Pfizer en notre faveur, dont un paiement initial de 80 millions de dollars et 2,8 milliards de dollars en paiements d'étape cliniques et commerciaux potentiels. De plus, nous refacturons à Pfizer le coût des chercheurs affectés aux projets que nous menons en commun. Dans le cadre de cette collaboration, Pfizer a également acquis 10 % de nos actions pour un montant de 25,8 millions d'euros. Nous estimons que ces deux opérations stratégiques devraient nous permettre d'être compétitif dans le secteur prometteur de l'immuno-oncologie et d'ajouter des ressources cliniques et financières à nos programmes.

Nous avons conclu des alliances en recherche et développement avec Cornell University et le centre de recherche MD Anderson Cancer Center. Ces alliances nous permettront d'accélérer le développement de nos candidats médicaments : l'UCART123, l'UCARTCS1, l'UCART22, l'UCART38 pour le traitement de leucémie aiguë myéloblastique (LAM), de leucémie à cellules dendritiques plasmacytoïdes (LpDC), myélome multiple ou leucémie aigue lymphoblastique B et T (LAL-B et LAL-T). Selon ces accords, nous financerons les activités de recherche liées à ces produits pour les deux établissements.

Notre consommation de liquidités est essentiellement liée aux activités de recherche internes, ainsi qu'aux activités sous-traitées, qui incluent les activités de production des matières premières nécessaires à la fabrication de l'UCART123 et de l'UCART CS1, la production selon les Bonnes Pratiques de Fabrication (BPF) de l'UCART123 par CELLforCURE et le transfert de technologie de la procédure de fabrication de l'UCART CS1 à CELLforCURE. Nous engageons également des paiements annuels et des redevances significatives dans le cadre de nos accords de licence avec différents tiers, qui incluent l'Institut Pasteur et l'University of Minnesota. De plus, en 2017, nos dépenses intégreront le financement des études cliniques d'UCART123, initiées au Weill Cornell Medical Center et au MD Anderson Cancer Center, ainsi que toutes les activités sous-traitées qui y

sont liées (notamment à une organisation de recherche par contrat (*Contract Research Organization*, ou *CRO*) et à un laboratoire central).

Outre nos liquidités générées par les opérations (notamment les paiements au titre de nos alliances stratégiques), nous avons financé nos opérations essentiellement par le biais d'offres publiques et privées de nos titres, de subventions, de paiements reçus dans le cadre de licences de propriété intellectuelle, ainsi que de remboursements de crédits d'impôt pour la recherche. Nos actions ordinaires sont négociées sur le marché Alternext d'Euronext à Paris depuis le 7 février 2007. Du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2014, nous avons reçu 61,0 millions d'euros grâce à la vente d'actions et 73,7 millions d'euros grâce à des paiements en notre faveur effectués dans le cadre de nos accords de collaboration avec Pfizer et Servier. En mars 2015, nous avons réalisé un placement public de 5,5 millions d'*American Depositary Shares* sur le Nasdaq pour un produit brut de 228,2 millions de dollars. En 2015 et 2016, Collectis a reçu des paiements dans le cadre des alliances avec Servier et Pfizer pour, respectivement, 46,9 millions d'euros et 24,7 millions d'euros. Nous avons reçu 0,7 million d'euros au titre de ces éléments au titre du trimestre clos le 31 mars 2017.

Faits marquants du premier trimestre 2017

Depuis le début de l'année 2017, le Groupe a réalisé les événements clés suivants :

Segment Thérapeutique

- Collectis a annoncé le 3 janvier 2017 avoir soumis une demande d'essais cliniques (*Investigational New Drug* ou *IND*) auprès de l'U.S. Food and Drug Administration (FDA) sollicitant l'approbation pour initier les études cliniques de Phase 1 pour UCART123. UCART123 est un produit candidat exclusivement détenu par Collectis, ingéniéré grâce à la technologie d'édition du génome TALEN®, ciblant la leucémie aiguë myéloblastique (LAM) et de leucémie à cellules dendritiques plasmacytoïdes (LpDC).
- André Choulika, Président-directeur général de Collectis, a réalisé une présentation lors de la 35ème conférence annuelle healthcare de J.P. Morgan le lundi 9 janvier 2017 à San Francisco (USA).
- En janvier 2017, Collectis a publié dans *Scientific Reports*, journal du groupe Nature Publishing, une étude décrivant une nouvelle approche pour la conception de CAR comprenant un système d'activation intégré s'appuyant sur la concentration en oxygène pour contrôler l'activité des cellules CAR T.
- Collectis annonce la nomination de nouveaux membres au sein du Conseil Scientifique de Collectis. Le Conseil est une ressource stratégique pour Collectis qui poursuit le développement d'immunothérapies allogéniques, notamment le développement clinique de son produit candidat phare détenu en propre, UCART123. Les Professeurs Catherine Thieblemont, John Gribben, Koen van Besien et Kanti Rai ont été nommés le 23 janvier 2017. Les Dr Catherine Bollard, Pr Hervé Dombret, Pr Ola Landgren, Dr Marcela Maus, et Pr Dietger Niederwieser ont été nommés le 3 mars 2017.
- Le 6 février 2017, Collectis a reçu l'autorisation de l'U.S. Food and Drug Administration (FDA) de procéder à des essais cliniques de Phase 1 pour UCART123, un produit candidat exclusivement détenu par Collectis, ingéniéré grâce à la technologie d'édition du génome TALEN®, ciblant la leucémie aiguë myéloblastique (LAM) et la leucémie à cellules dendritiques plasmacytoïdes (LpDC). Il s'agit de la première autorisation octroyée aux Etats-Unis pour un produit allogénique, "sur étagère" fondé sur des cellules CAR-T issues de l'édition de gènes. Collectis a l'intention d'initier ces essais de Phase 1 au cours du premier semestre 2017.

- André Choulika, Président-directeur général de Collectis, a réalisé une présentation lors de la 6ème conférence annuelle Global Healthcare de LEERINK Partners le jeudi 16 février 2017 à New York (USA).
- Le 9 mars 2017, Servier, Pfizer Inc. et Collectis, ont annoncé que la Food and Drug Administration (FDA) des États-Unis accordait à Servier le statut de nouveau médicament expérimental (Investigational New Drug ou IND) pour UCART19, permettant son développement clinique aux États-Unis. UCART19 est une thérapie cellulaire allogénique dans le traitement de la leucémie lymphoblastique aiguë chez des patients en rechute ou réfractaires.

Segment Plantes

- Le 9 mars 2017, Calyxt a signé un accord-cadre avec Plant Bioscience Limited (PBL) à laquelle Calyxt a reçu une option pour obtenir une licence exclusive pour de nouveaux types de cultures.
- Le 21 mars 2017, un ancien exécutif de Cargill, Manoj Sahoo, a rejoint Calyxt en tant que Directeur commercial. M. Sahoo s'emploie à créer un réseau de partenariats commerciaux et à exécuter le plan de commercialisation des produits Calyxt. Manoj Sahoo travaillait chez Cargill au sein de l'entreprise Ingrédients alimentaires et Bio-industrie (*Food Ingredients & Bio-Industrial global enterprise*).

Principaux évènements intervenus après le 31 mars 2017

- Des données précliniques sur les cellules CAR-T ingénierées de Collectis ont été présentées lors de la conférence annuelle de l'American Association for Cancer Research (AACR). Elles comprenaient à la fois des données sur les programmes entièrement menés par Collectis et sur les programmes en collaboration avec Pfizer. La conférence s'est tenue du 1er au 5 avril 2017 à Washington D.C., aux États-Unis.
- Des données précliniques sur les produits candidats allogéniques, "sur étagère" fondés sur des cellules CAR-T ingénierées (UCART) ont été présentées à la 20ème conférence annuelle de l'American Society of Gene & Cell Therapy (ASGCT). Cette conférence s'est tenue du 10 au 13 mai 2017 à Washington D. C, aux États-Unis.
- Dr. André Choulika, Président-directeur général, a été sélectionné en tant qu'orateur à la conférence 2017 de Milken Institute. Dr. Choulika a participé le mercredi 3 mai 2017 au panel intitulé "Human vs Cancer: The Scorecard".
- Le 12 avril 2017, Collectis a annoncé l'exploration de la possibilité d'une introduction en bourse d'une part minoritaire de sa filiale agroalimentaire Calyxt, Inc. Aucune décision n'a été prise à ce jour sur la structure ou le calendrier d'une potentielle introduction en bourse, et aucune assurance ne peut être donnée quant à la réalisation d'une introduction en bourse.

Présentation des opérations financières

Nous avons subi des pertes nettes presque chaque année depuis notre création. La quasi-totalité de nos pertes nettes sont expliquées par des coûts encourus dans le cadre de nos programmes de développement et de vente, frais généraux et administratifs associés à nos activités. Alors que nous

continuons nos programmes de recherche et de développement intensifs, nous envisageons de continuer à engager des dépenses importantes et nous prévoyons d'éventuelles nouvelles pertes d'exploitation au cours des périodes futures. Selon nos estimations, ces dépenses augmenteront considérablement si et à mesure que nous mettons en œuvre ce qui suit :

- poursuivre la recherche et le développement de nos candidats médicaments en immuno-oncologie ;
- poursuivre la recherche et le développement de nos candidats médicaments dans le domaine agricole au travers de Calyxt ;
- lancer des études cliniques ou un développement préclinique supplémentaire pour nos candidats médicaments en immuno-oncologie ;
- multiplier les essais sur le terrain de nos candidats médicaments dans le domaine agricole au travers de Calyxt ;
- développer et affiner davantage le processus de fabrication de nos candidats médicaments en immuno-oncologie ;
- changer de fabricants ou de fournisseurs de matériaux biologiques, ou collaborer avec d'autres ;
- obtenir les autorisations réglementaires et de commercialisation pour nos candidats médicaments, si nécessaire, qui permettent de réaliser le développement avec succès ;
- établir une infrastructure de vente, marketing et distribution pour commercialiser les produits pour lesquels nous pouvons obtenir une autorisation de commercialisation ;
- chercher à identifier et valider des candidats médicaments supplémentaires ;
- acquérir ou obtenir sous licence d'autres candidats médicaments, technologies, matériels génétiques ou matériels biologiques ;
- effectuer des paiements d'étape ou d'autres paiements dans le cadre d'accords de licence ;
- conserver, protéger et étendre notre portefeuille de propriété intellectuelle ;
- sécuriser les accords de fabrication pour la production clinique et commerciale ;
- chercher à attirer du personnel qualifié et à le retenir ;
- créer une infrastructure supplémentaire pour soutenir nos opérations en tant que société cotée ; et
- subir des retards ou rencontrer des problèmes avec tous les points ci-dessus.

Nous ne nous attendons pas à générer des revenus importants des ventes de nos candidats médicaments tant que nous n'avons pas réussi le développement d'un ou de plusieurs de nos candidats médicaments, ou obtenu une autorisation de commercialisation pour ceux-ci, ce qui va nécessiter plusieurs années, selon nos estimations, et fait l'objet d'une incertitude élevée. Par conséquent, nous prévoyons qu'il nous faudra lever des capitaux supplémentaires avant de réaliser le développement clinique de nos candidats médicaments. En attendant de générer des revenus substantiels des ventes de nos candidats médicaments, le cas échéant, nous entendons financer nos activités d'exploitation grâce à une combinaison de paiements d'étape reçus dans le cadre de nos

alliances stratégiques, d'apports en capitaux propres, de financements de la dette, d'aides ou de collaborations gouvernementales ou d'autres tiers, ainsi que d'accords de licence. Cependant, nous pourrions ne pas être en mesure de lever des fonds supplémentaires ou de conclure ces types d'accords en cas de besoin, même à des conditions favorables, ce qui aurait un impact négatif sur notre situation financière et pourrait nous obliger à retarder, limiter, réduire ou mettre fin à nos programmes de développement ou efforts de commercialisation, ou accorderait à d'autres les droits de développer ou de commercialiser des candidats médicaments que nous préfererions sinon développer et commercialiser nous-mêmes. L'incapacité à obtenir un financement supplémentaire pourrait nous amener à cesser les opérations, en totalité ou en partie.

Résultats des opérations

Comparaisons entre les trimestres clos les 31 mars 2016 et 2017

Chiffre d'affaires :

	Pour le trimestre clos le 31 mars		% de variation
	2016	2017	2017 vs 2016
Accords de collaboration	6 284	5 911	-5,9%
Autres revenus	694	417	-39,9%
Chiffre d'affaires	6 978	6 328	-9,3%

Cette diminution de 0,6 million d'euros, ou 9,3% s'explique principalement par (i) la diminution de 0,4 million d'euros des revenus dans le cadre de notre accord de collaboration avec Servier et Pfizer, due, entre autres, à une diminution de 1,4 million d'euros de l'étalement des paiements initiaux, et à une diminution de 0,3 million d'euros des remboursements de frais de recherche et développement, qui sont partiellement compensées par une augmentation de 1,3 million d'euros des revenus liés aux accords d'approvisionnement en matières premières avec Servier, et (ii) la diminution de 0,2 million d'euros des revenus de licence.

Autres produits :

	Pour le trimestre clos le 31 mars		% de variation
	2016	2017	2017 vs 2016
Crédit impôt recherche	2 521	3 311	31,3%
Autres produits	-	23	0,0%
Autres produits d'exploitation	2 521	3 334	32,2%

La hausse des autres produits d'exploitation de 0,8 million d'euros, ou 32,2%, reflète pour l'essentiel l'augmentation du crédit d'impôt recherche de 0,8 million d'euros, liée à des achats et charges externes plus élevées lors du trimestre clos le 31 mars 2017.

Coût des redevances :

	Pour le trimestre clos le 31 mars		% de variation
	2016	2017	2017 vs 2016
Coût des redevances	(433)	(574)	32,7%

L'augmentation des redevances de 0,1 million d'euros, ou 32,7%, reflète principalement un ajustement des provisions pour factures non parvenues.

Frais de recherche et de développement :

	Pour le trimestre clos le 31 mars		% de variation
	2016	2017	2017 vs 2016
Charges de personnel	(11 866)	(9 782)	-17,6%
Achats et charges externes et autres	(7 005)	(8 610)	22,9%
Frais de recherche et développement	(18 870)	(18 392)	-2,5%

Les dépenses de recherche et développement ont diminué de 0,5 million d'euros, ou 2,5%. Les frais de personnel ont diminué de 2,1 millions d'euros (11,9 millions d'euros en 2016 contre 9,8 millions d'euros en 2017), notamment en raison de la diminution des charges sociales relatives à l'attribution d'options de souscription d'actions pour 1,7 million d'euros et des charges liées aux rémunérations fondées sur des actions sans impact sur la trésorerie pour 0,5 million d'euros, partiellement compensée par une augmentation des charges de personnel pour 0,1 million d'euros. Les achats externes et autres charges ont augmenté de 1,5 million d'euros (6,6 millions d'euros en 2016 contre 8,2 millions d'euros en 2017), en raison de l'augmentation des dépenses liées à au développement d'UCART123 et d'autres candidats médicaments, incluant les paiements à des tiers participant au développement de produits, les achats de matières premières biologiques et les frais associés à l'utilisation de laboratoires et d'autres installations. Ils incluent également les coûts de préparation des essais cliniques d'UCART123. Les autres charges se rapportent aux locations et autres engagements qui ont augmenté de 0,1 million d'euros.

Frais administratifs et commerciaux :

	Pour le trimestre clos le 31 mars		% de variation
	2016	2017	2017 vs 2016
Charges de personnel	(8 289)	(7 199)	-13,2%
Achats et charges externes et autres	(2 240)	(1 945)	-13,2%
Frais administratifs et commerciaux	(10 529)	(9 143)	-13,2%

La diminution des frais administratifs et commerciaux de 1,4 million d'euros, ou 13,2% reflète principalement (i) une diminution de 1,1 million d'euros des charges de personnel (8,3 millions d'euros en 2016 contre 7,2 millions d'euros en 2017), imputable à une diminution de 1,5 million d'euros des

charges sociales relatives à l'attribution d'options de souscription d'actions et une diminution de 0,1 million d'euros des charges liées aux rémunérations fondées sur des actions sans impact sur la trésorerie, en partie compensée par une augmentation de 0,5 million d'euros des charges de personnel, et (ii) une diminution de 0,4 million d'euros en achats et charges externes. Les autres charges ont augmenté de 0,1 million d'euros, elles sont relatives à des taxes, diverses dotations pour amortissements et dépréciation, et d'autres engagements.

Résultat financier :

	Pour le trimestre clos le 31 mars		% de variation
	2016	2017	2017 vs 2016
Produit financiers	911	2 767	203,7%
Charges financières	(9 966)	(2 789)	-72,0%
Résultat financier	(9 055)	(21)	-99,8%

L'augmentation des produits financiers de 1,9 million d'euros, ou 203,7%, est principalement due aux instruments dérivés de change pour 1,8 million d'euros.

La diminution des charges financières de 7,2 millions d'euros, ou 72,0%, est principalement due à la diminution de 7,6 millions d'euros de la perte de change (passée d'une perte de 9,7 millions d'euros en 2016 à une perte de 2,2 millions d'euros en 2017), ainsi qu'à la perte réalisée de 0,5 million d'euros lors de la résiliation d'une partie de nos instruments dérivés de change (voir plus haut pour le gain sur le repositionnement de ces instruments).

Résultat net :

	Pour le trimestre clos le 31 mars		% de variation
	2016	2017	2017 vs 2016
Résultat net de la période	(29 464)	(18 567)	-37,0%

L'amélioration du résultat net de 10,9 millions d'euros est principalement due à (i) 9,0 millions d'euros d'amélioration du résultat financier, (ii) la diminution de 3,2 millions d'euros liée aux charges sociales relatives à l'attribution d'options d'achat d'action, (iii) la diminution de 0,6 million de charges liées aux rémunérations fondées sur des actions sans impact sur la trésorerie, partiellement compensés par (i) une augmentation de 1,1 million d'euros des achats et charges externes, (ii) une hausse de 0,6 million d'euros des charges de personnel ainsi que (iii) une baisse de 0,2 million d'euros du chiffre d'affaires et autres produits.

Résultats sectoriels

Les informations financières relatives à nos secteurs opérationnels figurent ci-après. La mesure de la performance de ces secteurs est basée sur les données du compte de résultat telles que le chiffre d'affaires et autres produits d'exploitation, les dépenses de recherche et développement, les frais administratif et commerciaux, les couts de redevance et autres produits et charges opérationnels et le

résultat opérationnel (sans l'impact des charges liées aux rémunérations fondées sur des actions sans impact sur la trésorerie). Le CMDO n'a pas à sa disposition d'éléments permettant d'analyser le bilan par secteur ou par région.

Le résultat ajusté attribuable aux actionnaires de Collectis n'est pas un agrégat calculé en accord avec le référentiel IFRS. Il exclut les charges liées aux rémunérations fondées sur des actions sans impact sur la trésorerie. Nous considérons que cet agrégat financier, quand il est comparé avec les états financiers IFRS, peut améliorer la compréhension globale de la performance financière de Collectis. De plus, notre direction suit les opérations de la société, et organise ses activités basées en partie sur cet agrégat financier.

Il existe des transactions entre les deux secteurs opérationnels. Ces transactions incluent notamment l'allocation de frais généraux Groupe par Collectis S.A. vers ses filiales ainsi que des frais de recherche et développement aux secteurs opérationnels. Ces transactions inter-secteurs sont en général imputées sur la base de contrats de service signés entre nos entités légales. Selon le type de service concerné, nous appliquons au coût de ces services une marge comprise entre 4 et 10 %.

Le tableau suivant synthétise les revenus des secteurs et le bénéfice (perte) d'exploitation sectoriel pour les trimestres clos les 31 mars 2016 et 2017 :

en milliers d'euros	Pour le trimestre clos le 31 mars 2016			Pour le trimestre clos le 31 mars 2017		
	Plantes	Therapeutique	Total secteurs opérationnels	Plantes	Therapeutique	Total secteurs opérationnels
Chiffre d'affaires et autres produits	119	9 741	9 859	89	10 027	10 117
Revenus inter-secteurs	(22)	(338)	(360)	(38)	(417)	(455)
Chiffre d'affaires externe et autres produits	97	9 402	9 499	52	9 611	9 662
Frais de recherche et développement	(752)	(18 118)	(18 870)	(1 081)	(17 311)	(18 392)
Frais administratifs et commerciaux	(902)	(9 627)	(10 529)	(1 319)	(7 824)	(9 143)
Coût des redevances et autres produits et charges d'exploitation	(293)	(216)	(509)	(1)	(672)	(673)
Total charges d'exploitation	(1 948)	(27 960)	(29 908)	(2 401)	(25 807)	(28 208)
Résultat opérationnel avant impôt	(1 851)	(18 558)	(20 409)	(2 350)	(16 196)	(18 546)
Résultat financier	(5)	(9 050)	(9 055)	(63)	42	(21)
Résultat net	(1 856)	(27 608)	(29 464)	(2 413)	(16 154)	(18 567)
Résultat net, part du Groupe	(1 856)	(27 608)	(29 464)	(2 413)	(16 154)	(18 567)
Charges liées aux attributions d'actions	140	13 274	13 414	229	12 559	12 788
Résultat net ajusté, part du Groupe	(1 716)	(14 334)	(16 050)	(2 184)	(3 595)	(5 779)
Amortissements et dépréciations	(50)	(427)	(477)	(124)	(470)	(594)
Acquisitions d'actifs corporels et incorporels	6 138	1 476	7 614	292	581	872

Depuis l'exercice 2016, nous allouons la charge liée aux rémunérations fondées sur des actions en fonction de la société dont le capital est concerné par ces attributions, car nous considérons que ces instruments sont une compensation pour l'implication dans la performance de la société. En pratique, toute la charge liée aux rémunérations fondées sur des actions Collectis est maintenant enregistrée dans le secteur opérationnel Thérapeutique, même si des employés Calyxt sont concernés par un plan d'attributions d'options d'achat d'actions. Pour la comparabilité des données présentées, ce changement a été pris en compte dans cette note dès le 1er janvier 2016.

Segment Thérapeutique

Le chiffre d'affaires de notre segment Thérapeutique a augmenté de 0,2 million d'euros, passant de 9,4 millions d'euros pour le trimestre clos le 31 mars 2016 à 9,6 millions d'euros pour le trimestre clos le 31 mars 2017. Cette hausse est principalement due à l'augmentation de 0,8 million d'euros du

crédit impôt recherche, compensée en partie par la diminution de 0,4 million d'euros du revenu des accords de collaboration, tels que décrits dans la section « Chiffre d'affaires » et « Autres produits » du résultat des opérations du Groupe.

La diminution des coûts opérationnels de 2,2 millions d'euros, entre le trimestre clos le 31 mars 2016 et le trimestre clos le 31 mars 2017, s'explique principalement par des charges de personnel plus faibles, en raison de la diminution charges sociales relatives à l'attribution d'options d'achat d'actions pour 3,2 millions d'euros, et des charges liées aux rémunérations fondées sur des actions sans impact sur la trésorerie pour 0,7 million d'euros, partiellement compensées par l'augmentation des charges de personnel pour 0,2 million d'euros, des achats et charges externes pour 1,0 million d'euros et du coût des redevances et autres charges pour 0,5 million d'euros.

La perte d'exploitation avant impôt de ce secteur a baissé de 2,4 millions d'euros entre le trimestre clos le 31 mars 2016 et le trimestre clos le 31 mars 2017.

Segment Plantes

Le chiffre d'affaires de notre segment Plantes est resté stable à 0,1 million d'euros, entre le trimestre clos le 31 mars 2016 et le trimestre clos le 31 mars 2017.

L'augmentation des coûts opérationnels de 0,5 million d'euros s'explique principalement par l'intensification de l'activité de Calyxt, principalement due à l'augmentation des charges de personnel de 0,4 million d'euros, l'augmentation des achats et charges externes de 0,3 million d'euros, ainsi que par l'augmentation de 0,1 M€ des charges liées aux rémunérations fondées sur des actions sans impact sur la trésorerie, partiellement compensées par la baisse du coût des redevances pour 0,3 million d'euros.

La perte d'exploitation avant impôt de ce secteur a augmenté de 0,5 million d'euros entre le trimestre clos le 31 mars 2016 et le trimestre clos le 31 mars 2017.

Liquidités et ressources en capital

Introduction

Depuis la création de la Société en 2000, nous avons subi des pertes et des déficits cumulés des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, et nous prévoyons que nous continuerons à subir des pertes au minimum durant les quelques années à venir. Nous prévoyons la poursuite de la hausse de nos charges de recherche et de développement et de nos frais administratifs et commerciaux ; en conséquence, nous aurons besoin pour financer nos activités de fonds supplémentaires que nous pourrions lever grâce à une combinaison d'émissions d'actions, de financements par endettement, de refinancement par d'autres tierces parties, d'accords de commercialisation et de distribution et autres collaborations, alliances stratégiques et accords de licence.

Depuis la création de la Société, nous avons financé nos activités essentiellement au travers de placements privés et publics de nos titres de participation, des revenus de subvention, des paiements reçus au titre des licences de brevets, des remboursements des créances de crédit d'impôt recherche et des paiements issus de nos alliances stratégiques avec Servier et Pfizer.

Gestion des liquidités

Au 31 mars 2017, la trésorerie et les équivalents de trésorerie s'élèvent à 222,0 millions d'euros et les actifs financiers courants à 36,6 millions d'euros.

Le surplus de trésorerie immédiatement disponible est investi conformément à notre politique d'investissement, principalement dans une perspective de préservation des liquidités et du capital. Actuellement, nos trésorerie et équivalents de trésorerie sont détenus dans des comptes bancaires, des SICAV monétaires et des dépôts bancaires à terme, principalement en France, et ils sont essentiellement libellés en dollars américains (155,3 millions de dollars américains au 31 mars 2017). Les actifs financiers courants libellés en dollars américains s'élèvent à 39,0 millions de dollars américains au 31 mars 2017.

Historique des variations des flux de trésorerie

Le tableau ci-dessous synthétise les sources et les utilisations de notre trésorerie pour les trimestres clos les 31 mars 2016 et 2017 :

	Pour le trimestre clos le 31 mars	
	2016	2017
Flux de trésorerie liés aux opérations d'exploitation	(19 591)	(15 288)
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(92 962)	(2 643)
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	257	265
Total	(112 296)	(17 666)
Ecart de change sur trésorerie en devises	(11 550)	(1 868)

Pour les trimestres clos les 31 mars 2016 et 2017, nos flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation diminuent en raison de l'évolution du résultat net du groupe, en lien avec les facteurs décrits plus haut et le calendrier de paiement liés aux activités de production.

Pour le trimestre clos le 31 mars 2017, nos flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement reflètent principalement l'acquisition par Collectis S.A. de 2,0 millions d'euros dans des actifs financiers courants, ainsi que nos investissements dans l'équipement R&D à la fois aux Etats-Unis et en France pour 0,5 million d'euros. En 2016, nos flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement consistaient principalement en l'acquisition de 98,0 millions de dollars américains dans des actifs financiers courants.

Pour le trimestre clos le 31 mars 2017, nos flux de trésorerie nets liés aux activités de financement correspondent essentiellement à la souscription de BSA en janvier 2017 pour 0,1 million d'euros, ainsi qu'à l'augmentation des fonds disponibles sur le contrat de liquidité Natixis pour 0,1 million d'euros.

Besoins en capital d'exploitation

À ce jour, nous n'avons pas généré de revenus provenant de la vente de produits thérapeutiques ou agricoles. Nous ne savons pas quand, ni même si, nous allons générer des recettes provenant des ventes de produits. Nous ne pensons pas générer des revenus importants provenant de la vente de produits sauf si, et jusqu'à ce que, nous obtenions l'homologation et commercialisons l'un de nos candidats médicaments actuels ou futurs. Nous prévoyons de continuer à générer des pertes dans un proche avenir, et nous nous attendons à une augmentation de ces pertes dans la mesure où nous poursuivons le développement de nos candidats médicaments, pour lesquels nous demandons des homologations, y compris lors de la phase de lancement commercial des produits qui auraient été homologués. Nous sommes soumis à tous les risques relatifs à l'élaboration de nouveaux produits de thérapie génique et des dépenses imprévues, des difficultés, des complications, retards et autres facteurs inconnus qui pourraient nuire à nos activités, sont à prévoir. Nous sommes également soumis à tous les risques relatifs à l'élaboration de nouveaux produits agricoles, et des dépenses imprévues, des difficultés, des complications, retards et autres facteurs inconnus qui pourraient nuire à nos activités, sont à prévoir. En outre, De par notre statut de société anonyme aux États-Unis, nous prévoyons également des charges substantielles, notamment les honoraires d'audit et juridiques, ainsi que les frais de conseil en matière de réglementation et de fiscalité afin de rester en conformité avec la réglementation de la bourse américaine et de la SEC. Nous anticipons un besoin de financement complémentaire dans le cadre de nos activités poursuivies, notamment pour développement de nos candidats médicaments existants et de poursuivre d'autres activités de développement liées à de nouveaux candidats médicaments.

Jusqu'à ce que nos produits génèrent un revenu suffisant, si jamais nous y parvenons, le financement d'une partie des futurs besoins de trésorerie par des prises de participations publiques ou privées ou l'émission d'emprunts est à prévoir. Des fonds supplémentaires peuvent ne pas être disponibles à des conditions raisonnables, voire ne pas l'être du tout. Si nous sommes incapables de lever des fonds supplémentaires en quantités suffisantes ou à des conditions acceptables pour nous, nous devons peut-être retarder considérablement, réduire ou arrêter le développement ou la commercialisation d'un ou plusieurs de nos candidats médicaments. Si nous levons des fonds supplémentaires par le biais de l'émission d'obligations ou d'actions, il pourrait en résulter une dilution pour nos actionnaires existants, une augmentation des obligations à paiement fixe et ces titres pourraient avoir des droits supérieurs à ceux de nos actions ordinaires. Si nous contractons des dettes, nous pourrions être assujettis à des clauses qui limiteraient nos opérations et pourraient ainsi nuire à notre compétitivité, telles que des restrictions de notre capacité à contracter de nouveaux emprunts, à acquérir, vendre ou accorder des droits de propriété intellectuelle et d'autres restrictions d'exploitation susceptibles de nuire à la conduite de nos affaires. Tous ces événements pourraient nuire considérablement à notre entreprise, à notre situation financière et à nos perspectives.

Nos estimations du temps durant lequel nos ressources financières seront suffisantes pour soutenir nos activités constituent une déclaration prospective qui comporte des risques et des incertitudes, et les résultats réalisés pourraient différer en fonction d'un certain nombre de facteurs. Nous avons fondé cette estimation sur des hypothèses qui peuvent se révéler fausses, et nous pourrions utiliser plus tôt que prévu nos ressources en capital disponibles. Nos besoins de financement futurs, à la fois à court et long termes, dépendront de nombreux facteurs, y compris, sans toutefois s'y limiter :

- le lancement, la progression, le calendrier, les coûts et les résultats des études précliniques et cliniques pour nos candidats médicaments ;
- le lancement, la progression, le calendrier, les coûts et les résultats des essais sur le terrain pour nos produits candidats agricoles ;
- le résultat, le calendrier et le coût des homologations par les instances américaines et non américaines de régulation, en prévoyant l'éventualité qu'elles nous imposent d'entreprendre des études complémentaires ;
- la capacité de nos candidats médicaments à progresser avec succès au cours du processus de développement clinique ;

- la capacité de nos produits candidats agricoles à franchir avec succès la phase finale du développement, y compris lors des essais sur le terrain ;
- les coûts engagés pour déposer, poursuivre, défendre et faire valoir des revendications de brevets et autres droits de la propriété intellectuelle ;
- notre besoin d'étendre nos activités de recherche et de développement ;
- notre besoin et notre capacité à embaucher plus de personnel ;
- notre besoin de mettre en place de nouvelles infrastructures et de nouveaux systèmes internes, y compris des procédés de fabrication de nos candidats médicaments ;
- les répercussions des évolutions technologiques et commerciales concurrentes ; et
- le coût d'établissement des capacités de promotion, de commercialisation et de distribution de tous les produits susceptibles d'être homologués.

Si nous ne pouvons pas développer nos activités, ou à défaut saisir des opportunités d'affaires, parce que nous manquons de capitaux suffisants, notre entreprise, notre situation financière et nos résultats d'exploitation pourraient en être affectés négativement.

Engagements hors bilan

Pour les périodes présentées, nous n'avons pas, et nous ne disposons toujours pas, d'engagements hors bilan au sens des règles définies par la SEC.

Informations quantitatives et qualitatives relatives aux risques de marché

Risque de change en monnaie étrangère

Une proportion importante de nos revenus est libellée en dollars américains, y compris les paiements résultant de notre accord de collaboration avec Pfizer. Depuis le début de l'année fiscale 2015, nous développons de manière significative nos activités sur le territoire américain mais nos flux de trésorerie présentent un déséquilibre du fait que la plupart de nos dépenses sont encore principalement libellées en euros.

Notre situation financière et nos résultats d'exploitation sont évalués et comptabilisés dans la devise locale correspondante puis convertis chaque mois en euros avant d'être inscrits dans nos comptes consolidés. Nous convertissons les montants du bilan aux taux de change en vigueur à la date du bilan, tandis que le revenu et les flux de trésorerie sont convertis au taux de change moyen en vigueur au cours de la période concernée.

Nous avons enregistré une perte financière de 9,1 million d'euros au cours du trimestre clos le 31 mars 2016 et un résultat financier presque nul au cours du trimestre clos le 31 mars 2017. Le changement est principalement imputable aux effets des fluctuations des taux de change sur notre trésorerie et nos équivalents de trésorerie libellés en dollars américains.

Risque de taux d'intérêt

Nous visons une gestion prudente de notre trésorerie et des équivalents de trésorerie, principalement les liquidités disponibles et les instruments financiers courants (généralement des dépôts à court et moyen terme). En outre, le risque de taux d'intérêt lié à la trésorerie, aux équivalents de trésorerie et aux instruments financiers courants n'est pas significatif au regard de la qualité des institutions financières avec lesquelles nous travaillons.

Risque d'inflation

Nous ne pensons pas que l'inflation ait eu un effet important sur notre activité, notre situation financière ou sur les résultats d'exploitation. Si nos coûts devaient être soumis à des pressions inflationnistes significatives, nous pourrions ne pas être en mesure de compenser entièrement ces hausses de coûts par des hausses tarifaires. Notre incapacité à y parvenir pourrait nuire à nos activités, à notre situation financière et aux résultats d'exploitation.

Autres informations

Procédures judiciaires

Nous pouvons être impliqués dans diverses réclamations et poursuites relatives à nos activités. Nous ne sommes pas actuellement partie dans des procédures judiciaires qui, selon la direction du groupe, peuvent avoir un impact matériel négatif sur nos activités. Indépendamment du résultat, un litige peut avoir un impact négatif à cause des coûts liés à la défense de nos intérêts et d'indemnités à verser, du temps accordé par la direction au litige au lieu de nos activités, et à d'autres facteurs.

Facteurs de risque

Il n'y a eu aucun changement important par rapport aux facteurs de risque décrits précédemment dans le prospectus de Collectis disponible sur le site internet de la SEC (www.sec.gov).